

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 30/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC DECAP

Parc d'Activités Ragon
13 avenue Louis Pasteur
44119 Treillières

Références : N5-2024-1075

Code AIOT : 0006301249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement ATLANTIC DECAP implanté 13 avenue Louis Pasteur Parc d'Activités Ragon 44119 Treillières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée suite à la notification de cessation d'activité de l'exploitant, celle-ci, dans le but de constater l'arrêt des activités et de proposer la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC DECAP
- 13 avenue Louis Pasteur Parc d'Activités Ragon 44119 Treillières
- Code AIOT : 0006301249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ATLANTIC DECAP a définitivement cessé son activité. Historiquement, des activités de traitement de surfaces, de décapage thermique et de grenailage étaient réalisées sur le site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 2.7	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté la cessation définitive d'activité et le démantèlement des installations.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/1998, article 2.7
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Article 2.7 - Cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement ou de l'activité du site industriel L'exploitant doit informer le préfet dans le mois qui précède de telles modifications. Il doit en outre remettre à ses frais le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 ^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.
Constats : Par courrier du 13 septembre 2023, l'exploitant a déclaré la cessation définitive de son établissement situé à Treillières, sis 13 rue Louis Pasteur. Par courrier reçu le 15 janvier 2024, l'inspection des installations classées a été destinataire du mémoire de cessation d'activité comprenant les attestations de mise en sécurité (ATTES-SECUR), de diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines (ATTES-MEMOIRE), et des travaux de remise en état à réaliser (ATTES-TRAVAUX). Les diagnostics ne mettent pas en évidence de zone impactée nécessitant des travaux de réhabilitation. Le jour de l'inspection, il a pu être constaté qu'une nouvelle activité était en cours sur le site. En effet, la gérance du site a changé au profit de la société RICHARD'S AUTOMOBILES, réalisant une activité de carrosserie. Il a pu être constaté que la zone qui servait initialement au traitement de surfaces et au traitement des eaux a été entièrement démantelée. Par conséquent, l'activité ayant été définitivement cessée, il est proposé à M. le Préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure